250 ans de capitalisme

Roelandts Marcel

Travail en cours, version du 25 juillet 2019 : §1 et §2 + sources

Introduction

I. Rapide survol de 250 ans de capitalisme

- Du capitalisme sauvage à la fin de la double bipolarisation du monde
- Les quatre temps du rapport de force entre les classes

II. La lutte des classes de 1760 à la révolution russe

- Travailler plus pour gagner moins
- Part des profits et taux de profit
- De grands sacrifices pour de maigres résultats
- Des témoignages accablants

A suivre…

Introduction

C'est dans l'enfer de cet atelier du monde qu'est l'Angleterre du XIX^e^ siècle que Marx et Engels élaborent leur critique du capitalisme et s'impliquent dans les premières expressions du mouvement ouvrier. Engels s'y attèle dès 1845 dans son ouvrage sur *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, et Marx en analyse tous les ressorts deux décennies plus tard dans *Le Capital*. Mais une préoccupation taraude ce dernier *« en son for intérieur »* et *« depuis longtemps »* : celle de construire des graphiques illustrant l'évolution des principaux indicateurs économiques qu'il a élaboré et ceci afin de déterminer mathématiquement les lois essentielles des crises : *« J'ai soumis à Moore* [le traducteur du *Manifeste* en anglais] *un problème avec lequel je me suis colleté en mon for intérieur pendant longtemps …tu connais les tableaux où sont inscrits les prix, les taux d'escompte, etc., avec les fluctuations qu'ils subissent au cours de l'année, représentées par des courbes en zigzag qui montent et descendent. J'ai tenté, à différentes reprises, de calculer – pour analyser les crises – ces hauts et bas comme on analyse des courbes irrégulières, et, j'ai cru possible (et je crois encore que c'est possible, à l'aide d'une documentation choisie avec assez de soin) de déterminer mathématiquement, à partir de là, les lois essentielles des crises. Moore pense que la chose est irréalisable pour l'instant, et j'ai décidé d'y renoncer pour le moment… »* [1]. L'indigence de l'appareil statistique de son époque et la santé défaillante de Marx ne lui permirent pas de finaliser cette ultime tentative et véritable préoccupation de toute une vie comme en témoignent ces trois exemples pris parmi de nombreux autres : (a) ses demandes pressantes et récurrentes pour disposer des données comptables de l'entreprise familiale de son ami Engels [2] ; (b) ses travaux sur la crise de 1857 où il collationne des données statistiques pour les présenter sous la forme de tableaux Excel afin de valider ses analyses (cf. illustration ci-dessous) [3] et (c) son utilisation de statistiques pour fonder l'argumentation théorique présentée dans son ouvrage *Salaires, prix et profits* [4]. Quant à notre propre contribution, elle tentera – en partie du

---

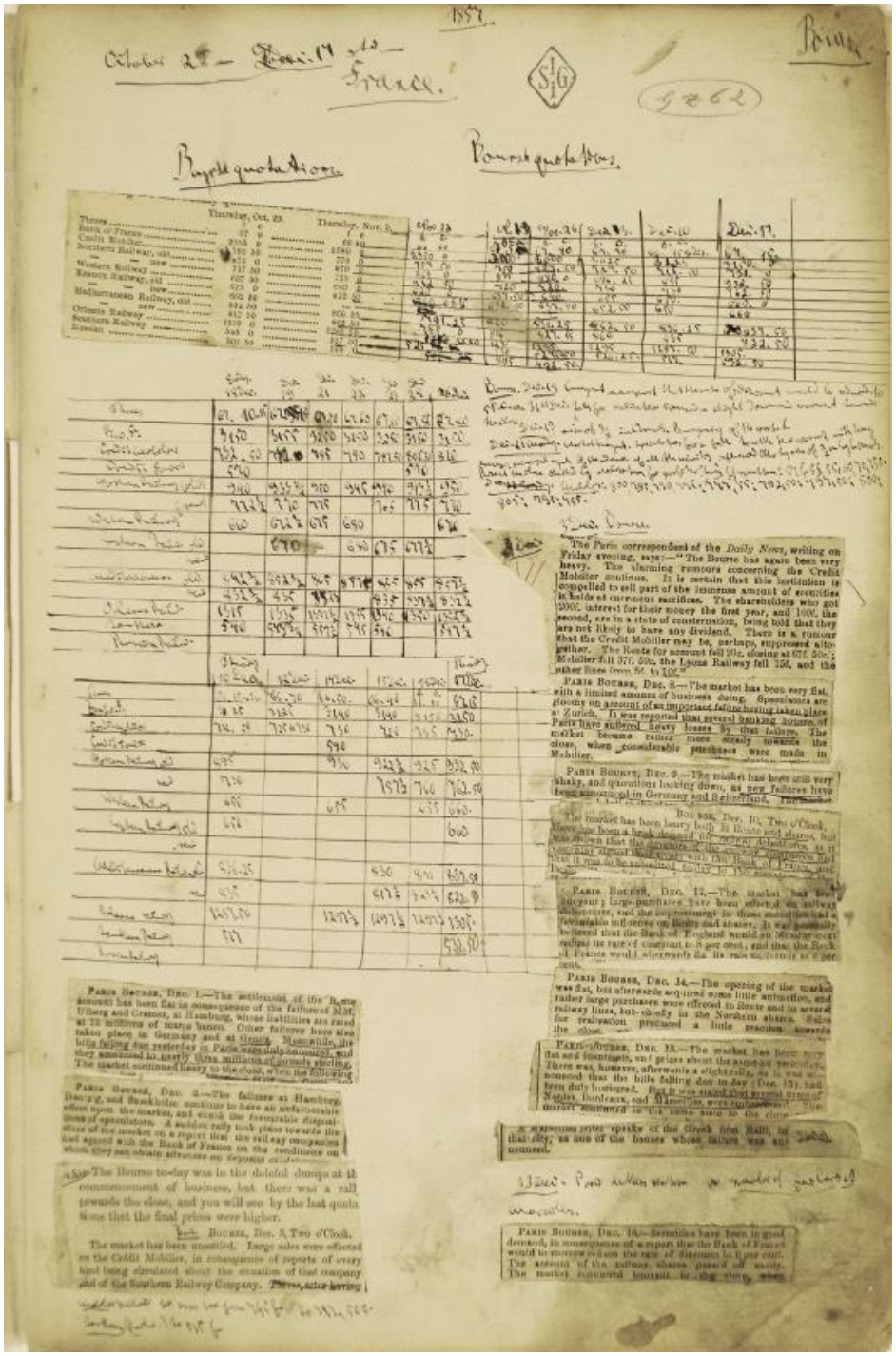
[1] Lettre de Marx à Engels du 31 mai 1873.

[2] Parmi beaucoup d'autres, notamment les lettres à Engels des 2, 4 et 5 mars 1858.

[3] Document reproduit à partir des travaux de Hecker sur les manuscrits de Marx : texte et présentation.

[4] *« Je cite monsieur W. Newman, et non le professeur Francis Newman, parce qu'il occupe, en économie politique, un rang éminent comme collaborateur et éditeur de* ***l'Histoire des prix*** *de M. Thomas Tooke, cet ouvrage magnifique qui suit pas à pas l'histoire des prix de 1793 à 1856. (...) Si au lieu de ne considérer que les fluctuations journalières, vous analysez le mouvement des prix du marché pour de plus longues périodes, comme l'a fait, par exemple, Tooke dans son Histoire des prix, vous trouverez que les oscillations des prix du marché, leurs écarts par rapport à la valeur, leur hausse et*

moins – de prolonger cette préoccupation *« à l'aide d'une documentation choisie avec assez de soin »* et portant, pour une bonne partie, sur le pays faisant l'objet de son étude : l'Angleterre [5].



---

leur baisse, s'annihilent et se compensent, de telle sorte que, si l'on fait abstraction de l'action des monopoles et de quelques autres modifications sur lesquelles je ne puis m'arrêter en ce moment, les marchandises de toutes sortes sont vendues, en moyenne, à leurs valeurs respectives, c'est-à-dire à leurs prix naturels ».

[5] Les sources des données sur lesquelles nous nous appuyons sont détaillées à la fin de cette contribution ainsi que les indications nécessaires sur la façon dont nous les présentons. Ces données étant aisément accessibles, tout un chacun peut les consulter et vérifier nos calculs et graphiques afin de compléter, corriger ou contredire l'analyse que nous en proposons.

I. Rapide survol de 250 ans de capitalisme

De la révolution industrielle à la fin de la double bipolarisation du monde

La période qui s'étend de la seconde moitié du XVIII^{e} siècle à la première guerre mondiale constitue une charnière dans l'histoire économique du monde. La révolution industrielle qui nait en Angleterre se déploie en Europe occidentale et dans le nouveau monde : Amérique du Nord, Australie et Nouvelle-Zélande. Quelques germes essaiment aussi dans certains autres pays d'Amériques qui avaient acquis leur indépendance politique dès le début du XIX^{e} siècle – comme l'Argentine notamment. Ensuite viennent la Russie et le Japon.

Ces pays qui ne détenaient que 20 % de la production manufacturière mondiale en 1800 en concentrent près de 80 % en 1913. Autrement dit, les premiers arrivés ont accaparés les bénéfices de la révolution industrielle au détriment du reste du monde. Ce fossé économique atteint son maximum durant l'entre-deux guerres. Il résulte d'une politique coloniale prédatrice qui désindustrialise les pays colonisés. En effet, très limitée au début du XIX^{e} siècle, la colonisation connait son apogée à la veille du premier conflit mondial.

Cette formidable concentration de richesses à un pôle de la planète configure une première bipolarisation géoéconomique entre quelques pays industrialisés et le reste du monde. Autrement dit, si le capitalisme exerce sa domination sur la totalité des continents en 1913, il est encore très loin de s'y être développé partout. Il faudra attendre la fin des *Trente glorieuses* et de la *guerre froide* pour qu'il se déploie géographiquement de façon significative sur toute la planète, surtout en Asie, mais également en Afrique où quelques pays commencent aussi à connaître des croissances très significatives depuis plusieurs années.

Dès le milieu du XVIII^{e} siècle, la Grande-Bretagne occupe une place de choix comme laboratoire précoce de cette dynamique : berceau du capitalisme et de l'économie politique, ce pays domine le monde jusqu'au dernier tiers du XIX^{e} siècle pour laisser progressivement la place aux Etats-Unis et à l'Allemagne

sur le continent. Dans ce contexte d'écrasant pouvoir de quelques économies impériales, aucun pays ne peut prétendre à une réelle indépendance, même ceux d'Amérique du sud formellement émancipés de leur tutelle coloniale plus précocement. C'est la logique économique extravertie du capitalisme – c'est-à-dire d'un système qui a structurellement besoin d'étendre géographiquement et sectoriellement sa sphère de valorisation – qui sera au fondement de cette concurrence coloniale puis guerrière entre les premiers pays industrialisés. Cette compétition impériale constitue la trame d'une seconde bipolarisation de la planète venant se superposer à la première et dont la guerre froide constitue l'aboutissement ultime. Cette dernière qui risquait de finir en guerre nucléaire totale ne resta que potentielle, mais elle a engendré de multiples guerres chaudes locales ayant fait autant de victimes que lors du second conflit impérialiste planétaire.

La première bipolarisation est essentiellement d'ordre économique, elle sépare quelques pays précocement industrialisés et riches aux autres – extrêmement pauvres et dépendants – dénommés *Tiers-Monde*. La seconde est surtout géopolitique et oppose des constellations de pays se disputant une domination continentale ou planétaire : la *Triple entente* et la *Triple alliance* qui s'affrontent dès la fin du XIX^{e} siècle pour déboucher sur la première guerre mondiale ; les pays de l'Axe opposés au bloc occidental lors de la seconde ; le bloc soviétique et américain durant la guerre froide.

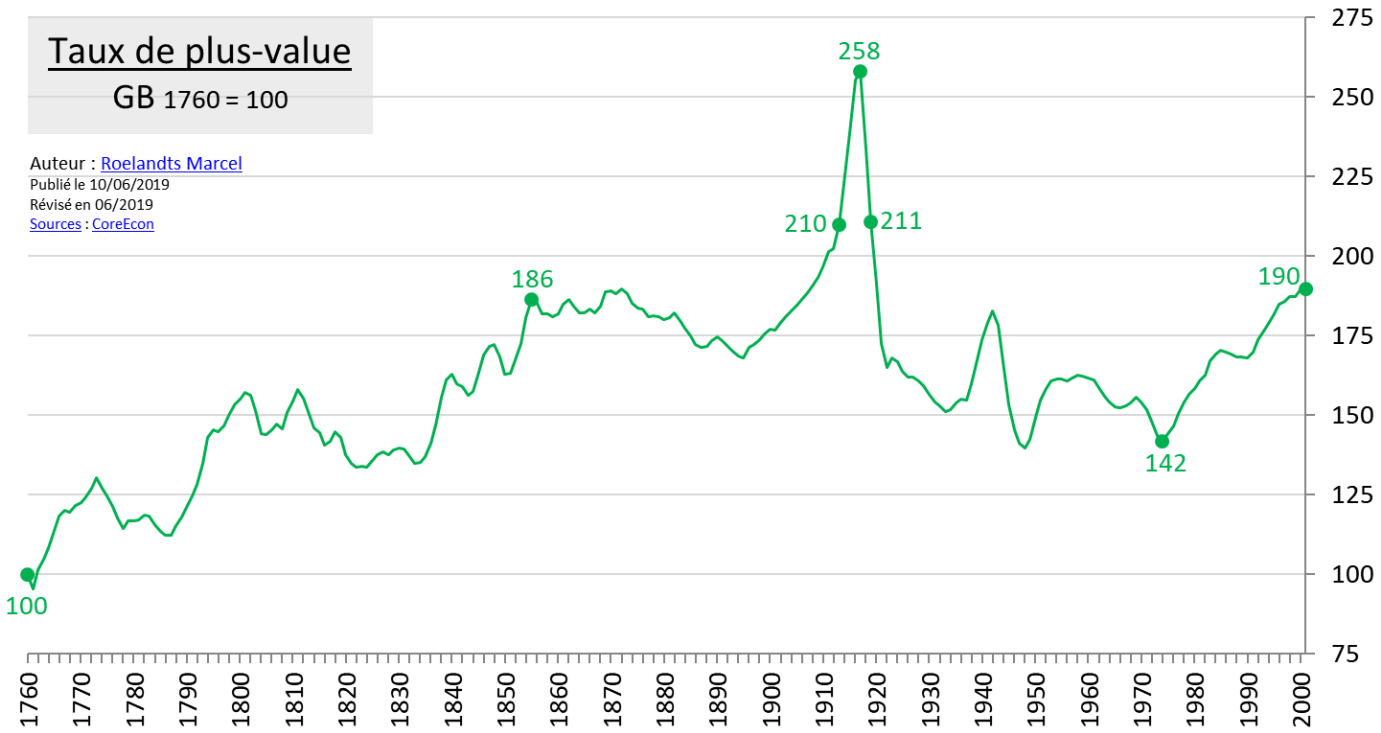
En desserrant ce double étau de bipolarisation économique et géopolitique qui organisait le monde depuis le XIX^{e} siècle, la fin des *Trente glorieuses* (1975) et de la guerre froide (1989) permettent à nombre de pays de s'autonomiser et de prendre leur envol dans un monde économiquement de plus en plus réunifié. Cette dynamique se développe avec d'autant plus d'aisance que les Etats-Unis sont en perte de vitesse au point de se faire mordre les croupières par une Chine se fixant comme objectif de lui disputer le leadership mondial.

Une telle configuration n'est cependant pas amenée à perdurer car un monde multipolaire 'pacifié' fonctionnant dans le cadre d'accords multilatéraux est une illusion. Les concurrences économiques de plus en plus exacerbées, les velléités nationalistes-protectionnistes, les visées impériales de chaque nation, la défense acharnée du leadership américain et la contestation de ce dernier par de nombreux pays rassemblent tous les ingrédients d'un nouveau déchirement planétaire sur terre, dans les airs et le cyberespace.

Les quatre temps du rapport de force entre les classes

En divisant la totalité des profits par la totalité des salaires, Marx construit une mesure du taux d'exploitation économique des salariés [6]. Son évolution sur deux siècles de capitalisme illustre très bien sa thèse selon laquelle « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes* » [7] (Graphique 1.1). En effet, quatre temps forts rythment son évolution en fonction du rapport de force entre les classes.

Graphique 1.1 : Taux de plus-value (1760=100), GB, 1760-2001



Le premier temps fort correspond au capitalisme sauvage et s'étend de la révolution industrielle à la moitié du XIX[e] siècle. Encore numériquement faibles, illettrés, pauvres, peu organisés et confrontés à un chômage croissant, les salariés de cette époque n'ont guère la capacité d'offrir une résistance suffisamment conséquente que pour atténuer l'exploitation éhontée de leur

[6] Lorsque cette fraction augmente, le taux d'exploitation s'accroît et inversement. En effet, dans le total annuel de la richesse créée (le produit intérieur net ou PIN), le taux d'exploitation (aussi appelé taux de plus-value par Marx) mesure la part entre ce qui revient à l'employeur (le profit ou plus-value) et ce qui revient au salarié (son salaire), autrement dit : taux de plus-value = plus-value / salaire = (PIN – salaires) / salaires. Cette mesure du degré d'exploitation *économique* des salariés est à distinguer du degré d'exploitation *physique* comme le stress ou la pénibilité du travail. Son calcul statistique depuis 1760 jusqu'à une date récente est fourni en fin d'article dans la partie *Annexes sur les données et la méthodologie*.

[7] Première phrase du *Manifeste communiste* de Marx et Engels.

force de travail par les nouveaux entrepreneurs issus de la révolution industrielle. C'est une période durant laquelle la classe dominante anglaise amasse des fortunes en multipliant par 1,86 le taux de plus-value des salariés, soit de l'indice 100 à l'indice 186 de 1760 à 1855. Comme les profits sont abondants dans un contexte où les investissements consentis sont encore modestes, les taux de profit sont élevés [8]. Ce premier siècle de capitalisme sauvage exacerbe les inégalités économiques et sociales et permet à une petite minorité d'entrepreneurs d'accaparer une part croissante de la richesse produite basée sur une exploitation féroce de salariés paupérisés.

Le second temps fort s'étend de 1855 à la révolution russe de 1917 [9]. Plus nombreuse, mieux éduquée et organisée, la classe ouvrière anglaise parvient, pour la première fois depuis un siècle, à imposer une hausse progressive des salaires réels durant le demi-siècle qui suit (de 1855 à 1901 sur le graphique 2.1) et à arracher quelques avancées légales sur le plan social. Ceci explique le plafonnement du taux de plus-value entre 1855 et 1872, puis sa lente diminution jusqu'en 1895. S'il se redresse fortement par après, c'est à la suite d'une violente contre-offensive patronale anglaise visant à reprendre ce qui a dû être concédé aux salariés. Il en résulte que la hausse globale du taux de plus-value sur le demi-siècle précédant le conflit est bien plus faible que durant le siècle de capitalisme sauvage où il a quasiment doublé.

Le troisième temps fort du rapport de force entre les classes débute avec l'année de la prise de pouvoir par les Conseils Ouvriers en Russie 1917 et s'étend jusqu'à la fin des trente glorieuses. Si le taux d'exploitation des salariés a plus que doublé tout au long du premier siècle et demi de capitalisme, l'année 1917 marque une charnière puisque ce taux s'inverse durant les six décennies qui suivent : l'indice du taux de plus-value diminue fortement en passant de 258 en 1917 (ou de 211 en 1919) à 142 en 1974. Cette inversion à la baisse du taux d'exploitation des salariés résulte de la vague de révolutions et de mouvements sociaux d'ampleurs qui se développent pour

[8] Le taux de profit ramène les profits obtenus sur le total des investissements consentis pour l'obtenir. C'est une mesure de la finalité de la production capitaliste.

[9] La valeur du taux de plus-value en 1917 apparaît comme exceptionnelle, voire surestimée. Elle est cependant cohérente avec ce que l'on constate en temps de guerre, du moins au début d'un conflit (baisse des salaires réels et hausse des gains de productivité). Néanmoins, nous préférons nous appuyer sur les données de 1913 et de 1919 pour calculer les évolutions du taux de plus-value avant et après-guerre car celles entre 1914 et 1918 pourraient être moins certaines ou surestimées. L'année 1917 reste cependant très significative politiquement et socialement comme charnière pour l'évolution du taux de plus-value.

mettre fin aux affres et massacres de la guerre mondiale et se solidariser avec la révolution russe.

Le quatrième et dernier temps fort débute à la fin des trente glorieuses lorsque le rapport de force entre les classes s'inverse à nouveau au profit d'une classe dominante qui parvient à faire remonter le taux d'exploitation jusqu'à aujourd'hui. Cette inversion résulte d'une conjonction de facteurs, notamment de la montée du chômage depuis 1974 qui vient saper la vague de luttes initiée depuis le milieu des années 1960 et qui s'épuise dès la fin des années 1970.

Quels sont les ressorts de toutes ces dynamiques d'accumulation de richesses, d'extension géographique et sectorielle du capitalisme, de rapports impérialistes, de crises économiques, de conflits sociaux et quelles sont leurs évolutions sur deux siècles et demi de capitalisme ? Se réalisent-t-ils selon les modalités de l'analyse tracée par Marx dans *Le Capital* ? Le XX^{e} siècle vient-il confirmer ou contredire son analyse puisque le taux de plus-value est quasi divisé par deux durant une soixantaine d'années de 1917 à 1974 (de l'indice 258 à 142) ? Telles sont les principales questions, et d'autres encore, qui nous motivent dans ce premier exercice d'illustration et d'approfondissement de son ouvrage [10].

II. La lutte des classes de 1760 à la révolution russe

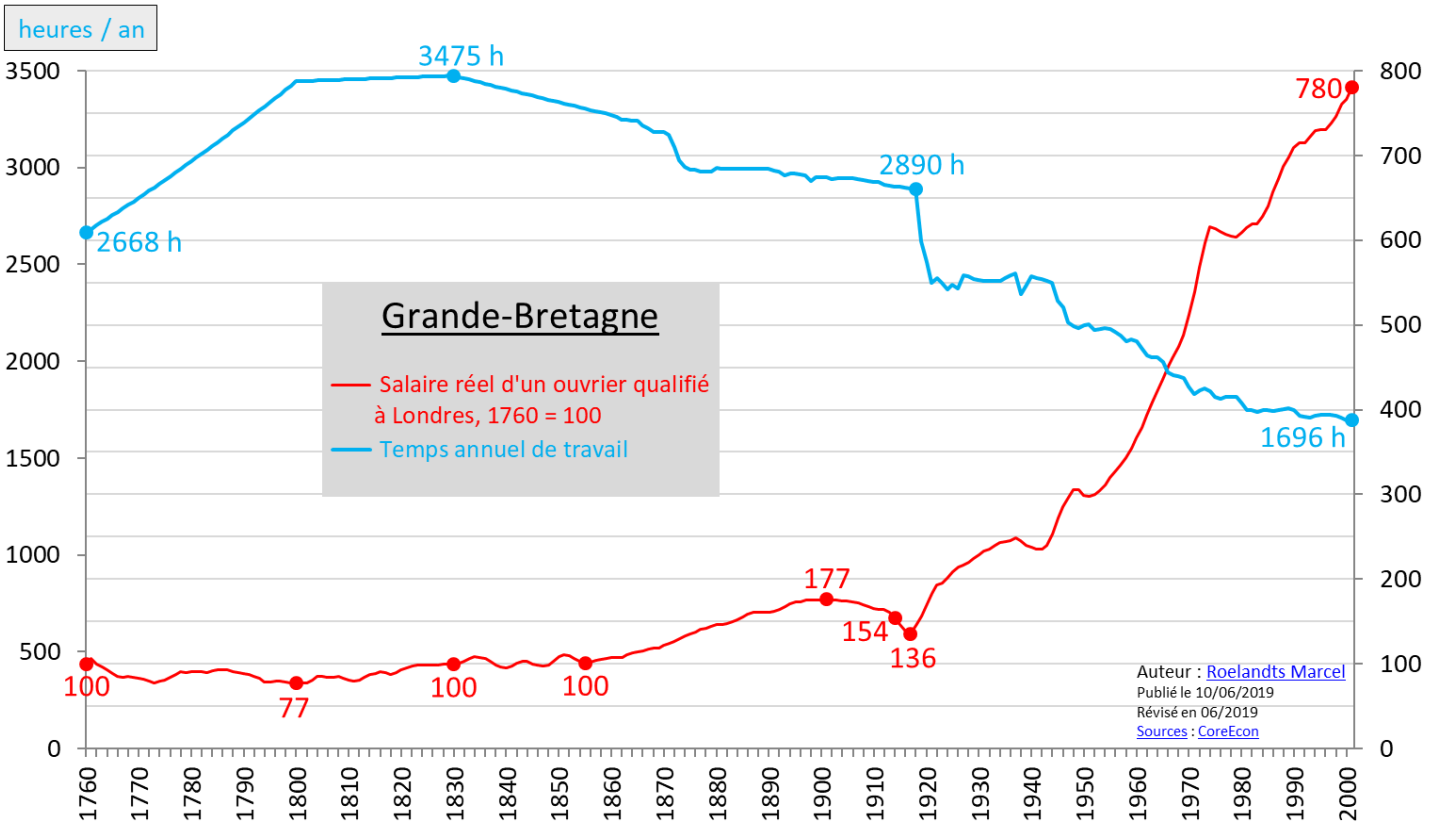
Travailler plus pour gagner moins

La baisse du temps de travail et le maintien ou la hausse du salaire réel (le pouvoir d'achat) constituent les axes majeurs du combat des salariés pour atténuer leur exploitation. Et pour cause, ces derniers voient d'abord leurs conditions de vie et de travail se dégrader pendant près d'un siècle avant de connaître une légère et lente amélioration durant le demi-siècle qui suit. En effet, le salaire réel ouvrier stagne de 1760 à 1855 (cf. Graphique 2.1). Pire,

[10] Cette contribution ne s'assigne donc qu'un objectif limité qui vient en complément du *Capital* de Marx et d'ouvrages plus qualitatifs d'historiens marxistes ou autres sur la révolution industrielle et le développement du capitalisme, ouvrages auxquels le lecteur devra se référer pour en avoir une vision plus complète.

déjà très misérable en 1760, il commence par diminuer d'un quart jusqu'en 1800, pour se rétablir ensuite vers 1830 et s'y stabiliser jusqu'en 1855.

Graphique 2.1 : Salaire réel (1760 = 100) et temps annuel de travail



Quant au temps annuel de travail, il s'accroît de près d'un tiers de 1760 à 1830 et ne diminue ensuite que marginalement jusqu'en 1855. Si l'on compare avec le temps réellement presté dans la société agricole et artisanale d'Ancien Régime, cette dégradation est encore plus spectaculaire puisque l'on estime que *« les agriculteurs d'avant la révolution industrielle, en raison des périodes creuses, ne travaillaient effectivement pas plus de 1 800 à 2 000 heures par an. La durée effective du travail des artisans était probablement un peu plus longue : quelque 2 300 à 2 600 heures par an* […] *A raison de 15 à 16 heures par jour et de 6 jours par semaine, l'ouvrier du début du XIX^e siècle passait en moyenne plus de 4 200 heures sur le lieu de son travail et travaillait effectivement quelques 3 500 heures »* (Bairoch, 1997, tome 1, p.620). De plus, ces estimations déjà très éloquentes ne tiennent pas compte des longs temps de navettes quotidiennes à pieds pour une fraction non négligeable de salariés habitants encore dans les campagnes et venant travailler en ville (cf. le rapport du Docteur Villermé infra). Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que le premier siècle de révolution industrielle a quasi doublé le temps de travail et que les diminutions de la seconde moitié du XIX^e siècle n'ont que très marginalement atténué cette dégradation. En réalité, il

faudra attendre les baisses conséquentes du temps de travail après la première guerre mondiale pour connaître des durées annuelles plus faibles que durant la période d'Ancien Régime !

Mais il est une autre dégradation que la révolution industrielle a introduite, c'est la surexploitation du travail des enfants en très bas âge. Certes, leur travail a existé de tout temps, mais jamais dans les conditions inhumaines induites par le capitalisme car *« Les débuts de la révolution industrielle se caractérisent par un abaissement de l'âge de début du travail….* […] *…des enfants au-dessous de 8 ans et même de 6 ans étaient couramment employés…* […] *…dans la première phase de la révolution industrielle, l'horaire des enfants était le même que celui des adultes, c'est-à-dire de 14 à 16 heures par jour.* […] *Les enfants contraints de dormir sur le lieu de leur travail, dans un coin de l'atelier ou dans une salle sommairement aménagée de l'usine, n'étaient pas des cas isolés et rares, car la distance séparant le domicile du lieu de travail et la durée de l'horaire de celui-ci rendaient souvent impossible un déplacement quotidien. La lecture des différents rapports sur la situation des enfants travaillant au début du XIX^e^ siècle est une succession d'images de cauchemar »* (Bairoch, 1997, tome 1, p.614-615). Et cela pour quel salaire ? *« Ils travaillent pour des salaires dérisoires* […] *…pour ne citer qu'un exemple significatif : dans les filatures du Lancashire (en Angleterre), vers 1830, la rémunération des enfants de moins de 11 ans était six fois plus faible que celle d'un ouvrier adulte non qualifié. Une journée de salaire d'un enfant permettait d'acheter un peu moins d'un kilo de pain ! Donc un revenu insuffisant pour le nourrir et le vêtir. Cela soulève une question : pourquoi alors envoyer au travail ces enfants ? Simplement en raison du fait que le salaire du père (et même du père et de la mère) était insuffisant pour entretenir une famille comptant de 2 ou 3 enfants »* (Bairoch, 1997, tome 1, p.615-616).

A cette surexploitation physique et physiologique des salariés se rajoutent encore les règlements de travail léonins qui s'apparentent à un régime carcéral fait de brimades et de harcèlements psychologiques quasi permanents. Ainsi, alors que le salaire horaire d'un ouvrier non qualifié vers 1850 était de 2 pennies, les amendes prévues dans le règlement d'une usine textile du Lancashire anglais étaient de *« 2 pennies pour toute personne absente de son lieu de travail ou parlant avec une autre personne ; 2 pennies par tranche de 5 minutes de retard ; 3 pennies pour chaque juron ou parole indécente…* […] *Les propriétaires souhaitaient que tous leurs ouvriers se lavent chaque matin ; mais ont l'obligation de se laver au moins deux fois par semaine : lundi matin*

et jeudi matin. S'il s'avérait que cela n'était pas le cas, une amende de 3 pennies était perçue pour chaque infraction » (Bairoch, 1997, tome 1, p.622-623).

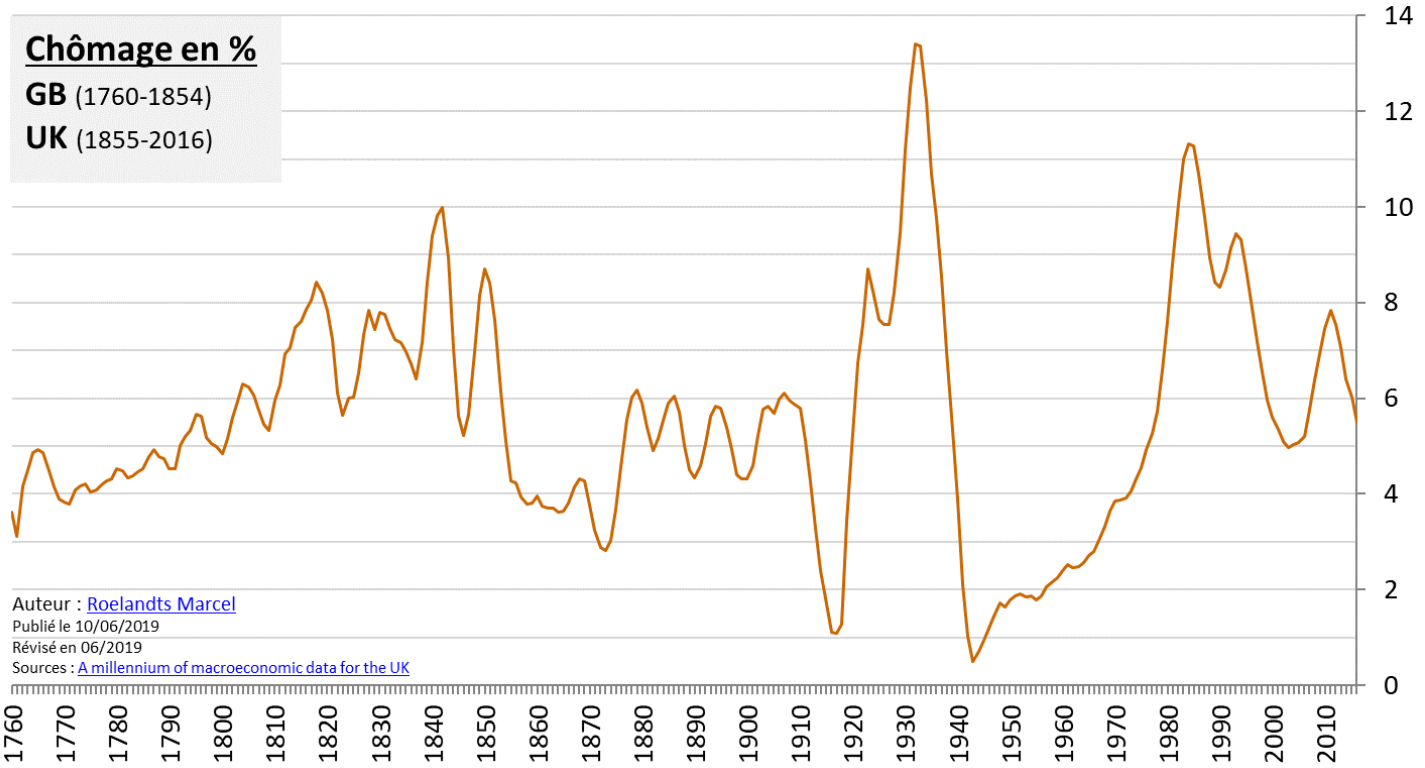
De plus, à toutes ces conditions de travail misérables et avilissantes se rajoute une terrible dégradation des conditions de logements. Certes, ces dernières étaient loin d'être excellentes dans les campagnes mais elles étaient incomparablement meilleures que les taudis exigus, sans commodités aucunes et malfamés dans lesquels doivent s'entasser plusieurs familles. Voici comment le rapport du Docteur Villermé décrit les conditions de logement des ouvriers français au milieu des années 1830 : *« J'ai vu … de ces misérables logements, où deux familles couchaient chacune dans un coin, sur la paille jetée sur le carreau et retenue par deux planches.* […] *…je dois dire que, dans plusieurs des lits dont je viens de parler, j'ai vu reposer ensemble des individus des deux sexes et d'âges très différents, la plupart sans chemise. Eh bien ! les caves ne sont pas, à beaucoup près… Les pires logements sont les greniers, où rien ne garantit des extrêmes de température ; car les locataires, tout aussi misérables que ceux des caves, manquent également des moyens d'y entretenir du feu pour se chauffer pendant l'hiver. Enfin, je ne donnerais pas une idée complète des logements dont il s'agit, si je n'ajoutais que pour ceux qui habitent plusieurs cours dont j'ai parlé, c'est-à-dire pour des centaines d'individus quelque fois, il n'y a qu'un ou deux de ces cabinets indispensables à la propreté des villes ».*

Enfin, à ces conditions inhumaines de vie et de travail pour les familles ouvrières et leurs enfants, se rajoute le fléau d'un chômage croissant qui résulte principalement d'une démographie urbaine galopante [11] et, subséquemment, d'une faillite des petits artisans consécutive à la concurrence capitaliste et d'un exode de ruraux dépossédés de leurs terres et/ou paupérisés par l'interdiction de l'accès aux communs [12]. Ainsi, le taux de chômage augmente de 3,6 % à 10 % de 1760 à 1842, cf. Graphique 2.2 :

[11] Ce premier siècle de révolution industrielle se caractérise par un croît démographique important résultant d'un écart croissant entre le taux de natalité et de mortalité : alors que le premier augmente de 3,4 % à 4,2 % entre 1760 et 1816, pour se stabiliser ensuite à un niveau élevé (3,6 %) jusqu'en 1876 (date de sa chute rapide et continue), le taux de mortalité, lui, ne fait que décroitre, passant de 2,9 % en 1760 à 2,1 % en 1876 (Source : Our World in Data).

[12] Libre accès aux ressources forestières, droit de pâturage sur les friches, etc. toutes choses permettant à nombre de paysans pauvres de survivre dans les campagnes. Lire à ce propos l'excellente contribution de J.M. Chevet (1996) sur la révolution agricole en Angleterre.

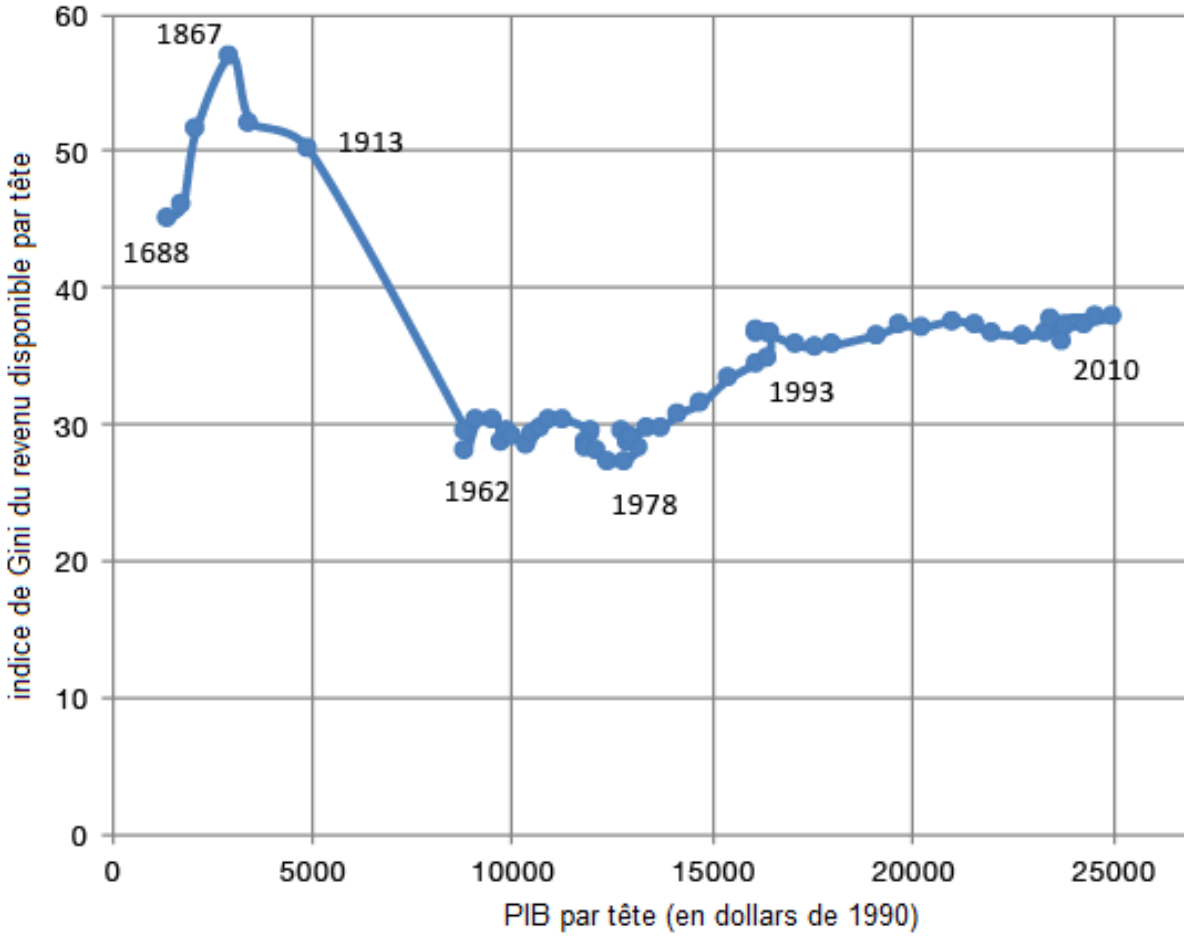
Graphique 2.2 : Taux de chômage, GB 1760-1854, UK 1855-2016



Sans protections sociales et légales et encore trop peu nombreux pour pouvoir imposer un rapport de force en leur faveur, ces premiers salariés subissent de plein fouet la concurrence sur le marché du travail due à un chômage croissant, ce qui permettra au patronat de maintenir les salaires au plus bas et d'imposer une forte augmentation du temps de travail. Dans ces conditions misérables, il n'est pas étonnant que le nombre de pauvres se soit fortement accru durant le premier siècle de capitalisme sauvage. C'est d'ailleurs en 1834 que l'Angleterre adopte une nouvelle *Poor Law* (loi des pauvres) pour faire face à cet afflux.

L'indice de Gini qui mesure le degré d'inégalité dans la répartition du revenu national (Graphique 2.3, Milanovic 2019) vient confirmer la dynamique que nous avons mise en évidence durant les premiers temps de la révolution industrielle : les inégalités s'accroissent durant deux siècles (1688-1867) pour s'inverser ensuite jusqu'à la première guerre mondiale mais, sans connaître d'amélioration notable puisque l'inégalité de répartition en 1913 revient à ce qu'elle était au début de la révolution industrielle. Ce ne sera qu'entre la première guerre mondiale et la fin des Trente glorieuses que la répartition des richesses se fera de façon plus égalitaire. Depuis lors, la politique néolibérale creuse à nouveau les inégalités.

Graphique 2.3 : Indice de Gini du revenu disponible par tête au Royaume-Uni



Les données disponibles pour d'autres pays européens, les Etats-Unis ou le Japon indiquent des évolutions similaires (cf. graphiques dans l'annexe).

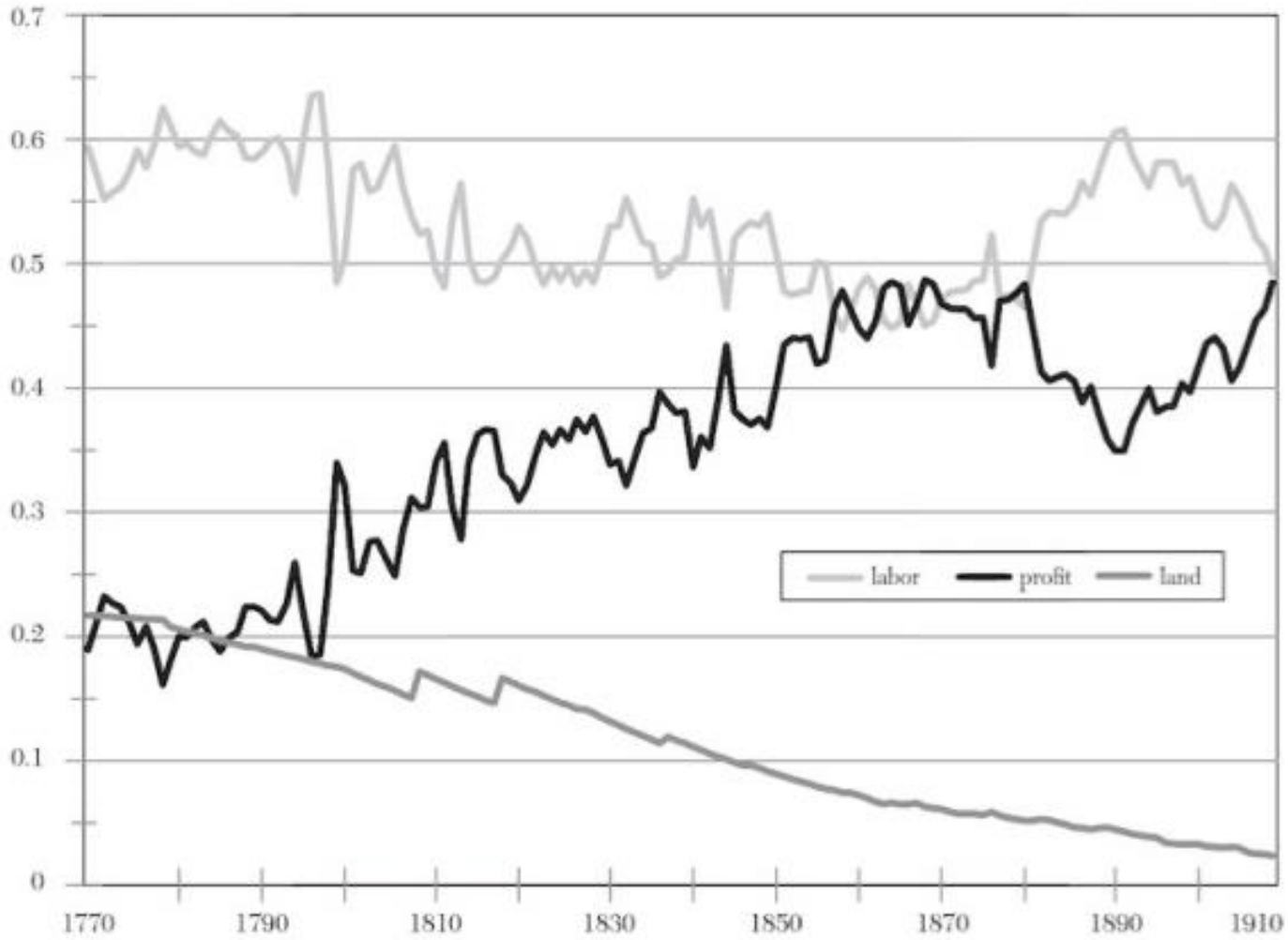
Sans conteste, le slogan de la classe dominante à cette époque est : *'travailler plus pour gagner moins'* pour paraphraser la formule de l'ex-président français Sarkozy. Et c'est encore sans considérer l'interdiction de manifester et de se coaliser (syndicats, caisses de grèves, mutuelles, coopératives…) ; l'arbitraire du patronat qui peut licencier à sa guise et sans indemnités, alors que l'ouvrier est passible de prison s'il quitte son employeur ; le droit de vote limité à une minorité d'hommes riches ; etc.

Part des profits et taux de profit

Ce premier siècle de capitalisme sauvage se confond donc avec un travail accru, pour un salaire de misère, effectué dans des conditions atroces et une absence de droits politiques et sociaux. Sa logique de fonctionnement repose encore en bonne partie sur l'augmentation de la plus-value absolue, une configuration dans laquelle les profits s'accroissent principalement par un

allongement du temps de travail et une pression à la baisse sur des salaires réels déjà faibles dans un contexte de chômage croissant. Ceci explique le doublement du taux de plus-value durant ce premier siècle de capitalisme sauvage, tant selon notre calcul (Graphique 1.1) que selon celui déduit de Allen sur le Graphique 2.4, puisque notre indice est multiplié par 1,82 de 1760 à 1855 et que l'autre l'est par 2,5 de 1770 à 1855 [13].

Graphique 2.4 : Part des salaires, profits et rente foncière dans le revenu national, GB, 1770-1913, prix constants 1850, (Allen, 2007)

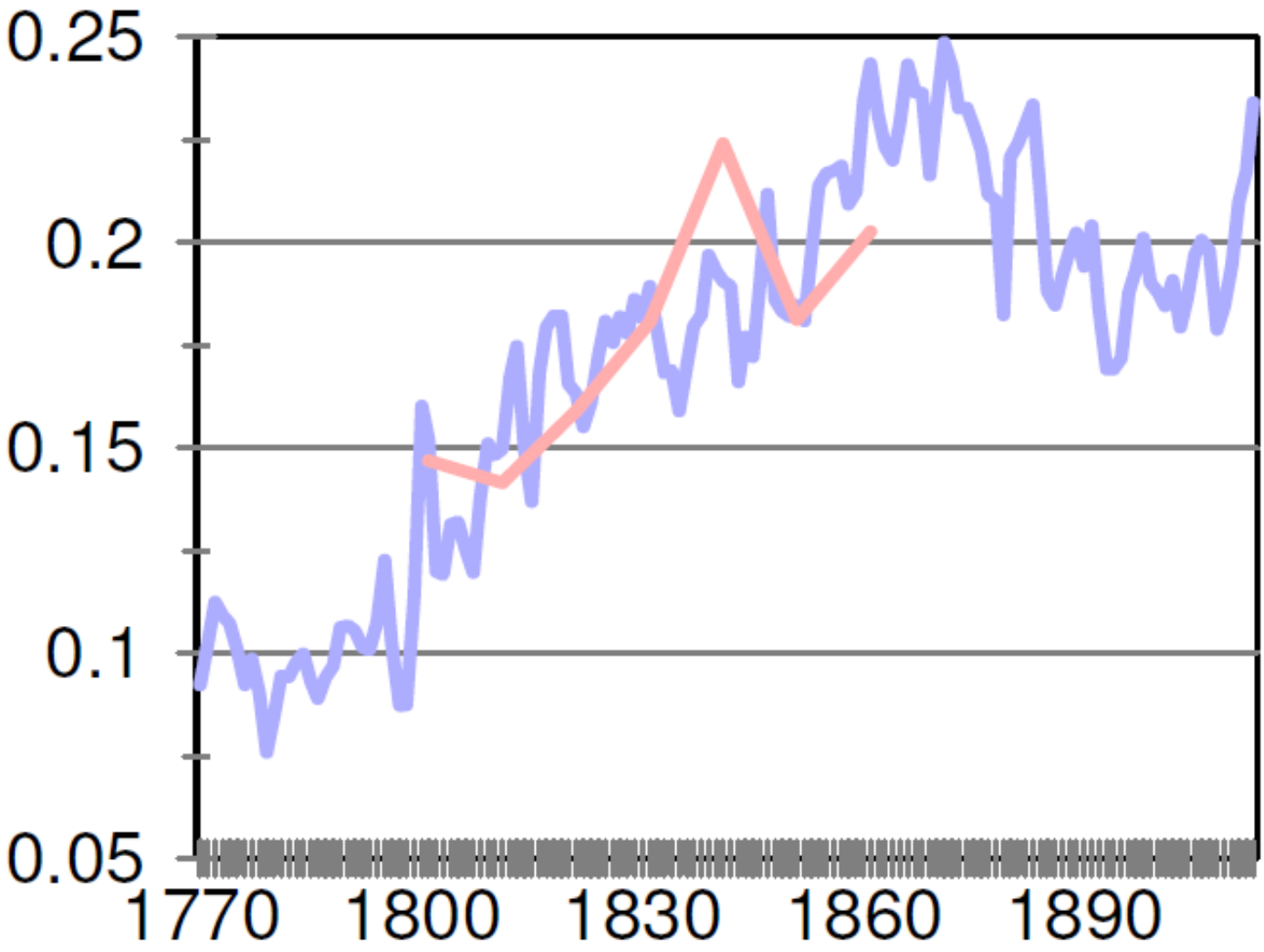


Cette variation plus forte chez Allen résulte sans doute de la soustraction de la rente foncière des profits bruts. Cette exploitation à outrance des salariés – exploitation allant jusqu'à leur épuisement physiologique puisque l'espérance de vie moyenne d'un ouvrier à Liverpool n'est que de 25 ans en 1860 – se traduit par une baisse de la part des salaires dans le PIB (celle-ci passe de 60 % en 1770 à 45 % un peu avant 1860) et une hausse corrélative de la part des

[13] Calculé en ramenant la part des profits sur la part des salaires à partir des données du graphique 2.4, soit un taux de plus-value de 32% en 1770 (19% / 59%.) et de 81% en 1855 (42% / 50%), ce qui correspond à une multiplication par 2,5 de 1770 à 1855 (81% / 32 %).

profits (de 20 % à 50 %). A noter que cette dernière augmente aussi à la suite de la baisse de la part de la rente foncière résultant de la domination progressive du capitalisme sur les restes de l'aristocratie foncière [14]. Ce doublement du taux d'exploitation des salariés vient largement compenser l'augmentation de la composition organique du capital durant ce premier siècle de capitalisme sauvage puisque le taux de profit augmente progressivement de 10 % en 1770 à 24 % en 1860 (avec un maximum de 25 % vers 1875) comme le montre le Graphique 2.5 (Allen, 2007).

Graphique 2.5 : Taux de profit réel (1770-1913) et nominal (1800-1860), GB



De grands sacrifices pour de maigres résultats

Cette phase de capitalisme sauvage prend fin vers le milieu du XIX^{e} siècle où l'on assiste à une inversion de tendance lorsque le capitalisme entre dans sa

[14] Cette part de la rente foncière dans le PIB passe de 22 % en 1770 à 7,5 % en 1855 (Graphique 2.4). Elle ne sera plus que résiduelle tout au long du XX^{e} siècle.

période de colonialisme intensif [15] : au lieu de continuer à croître, le temps annuel de travail entame une lente décrue jusqu'en 1917, mais tout en restant encore plus élevé qu'au début de la révolution industrielle ; de même, les salaires réels cessent de stagner pour s'accroître lentement et modestement de 1855 à 1901, mais tout en redescendant sensiblement ensuite jusqu'à la première guerre mondiale, conséquence d'une contre-offensive du patronat anglais (cf. infra). Ils sont néanmoins multipliés par 1,54 en soixante ans (de 1855 à 1914). De plus, le chômage décroît entre 1842 et 1873, passant de 10 % à 2,8 %, certes, pour remonter ensuite, mais à un niveau moindre (5 %). Enfin, de premiers droits sociaux sont arrachés, comme la limitation du travail des enfants en très bas âge (déclaré interdit en dessous de neuf ans dans l'industrie textile en 1833), la restriction du temps de travail journalier pour les femmes et les enfants (à 10 heures par jour en 1847), l'obtention du droit de s'organiser en syndicats en 1875, etc. Cette inversion de tendance résulte des résistances sociales qui se développent à mesure que la classe ouvrière gagne en nombre et en concentration. Ceci explique : (a) le plafonnement du taux de plus-value de 1855 à 1872 puis sa légère diminution jusqu'en 1895 (Graphique 1.1) ; (b) la stabilisation puis la hausse de la part salariale ainsi que la stabilisation puis la baisse de la part des profits de 1855 à 1890 (Graphique 2.4) et (c) la stabilisation puis la baisse du taux de profit de 1860 à 1890 (Graphique 2.5).

Cependant, en réaction à la dégradation de sa profitabilité, le patronat anglais mène une contre-offensive à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} (1895-1917) visant à limiter les concessions octroyées durant les quatre décennies précédentes et à rétablir son taux de profit (Grey, 2018). Il y parvient, en partie, aidé par un redressement du chômage à la charnière entre le XIX^{e} et le XX^{e} siècle, puisque les salaires réels diminuent de 1901 à 1917 (Graphique 2.1) ; la part salariale chute et la part des profits augmente de 1890 à 1910 (Graphique 2.4) ; dès lors, le taux de plus-value s'envole spectaculairement de 1895 à 1917 (Graphique 1.1) ainsi que le taux de profit de 1890 à 1910 (Graphique 2.5).

Néanmoins, malgré l'arrêt de la dégradation de la condition des salariés et une première amélioration, si nous regardons l'ensemble du siècle et demi qui s'étale des débuts de la révolution industrielle à l'éclatement de la révolution russe (1917), et si nous faisons abstraction des dynamiques propres à chacune de ses deux sous périodes (1760-1855 pour le capitalisme sauvage et 1855-

[15] Pour une description plus détaillée des ordres productifs qui rythment la vie du capitalisme, se référer à l'article *Crises – Conflits – Luttes – Populisme* dans le n°5 de *Controverses*.

1917 pour le capitalisme colonial), force est de constater que les améliorations réelles des conditions de la classe ouvrière sont bien maigres en regard des énormes sacrifices consentis pour les obtenir et comparées à ce que les salariés parviendront à obtenir après la première guerre mondiale.

En effet, malgré les luttes acharnées pour réduire un temps de travail démesurément long, celui-ci est encore supérieur en 1914 à ce qu'il était au début de la révolution industrielle ! Plus d'un siècle de luttes n'a pas réussi à récupérer la forte hausse du temps de travail de près de 800 heures annuelles imposées par le patronat de 1760 à 1830. Quant au salaire réel, après un recul puis une stagnation durant un siècle, il n'a que très légèrement et lentement augmenté jusqu'à la première guerre mondiale. Concernant le chômage, bien qu'oscillant entre 3 % et 10 %, il est quasi permanent de 1760 à la première guerre mondiale (5,5 % de moyenne).

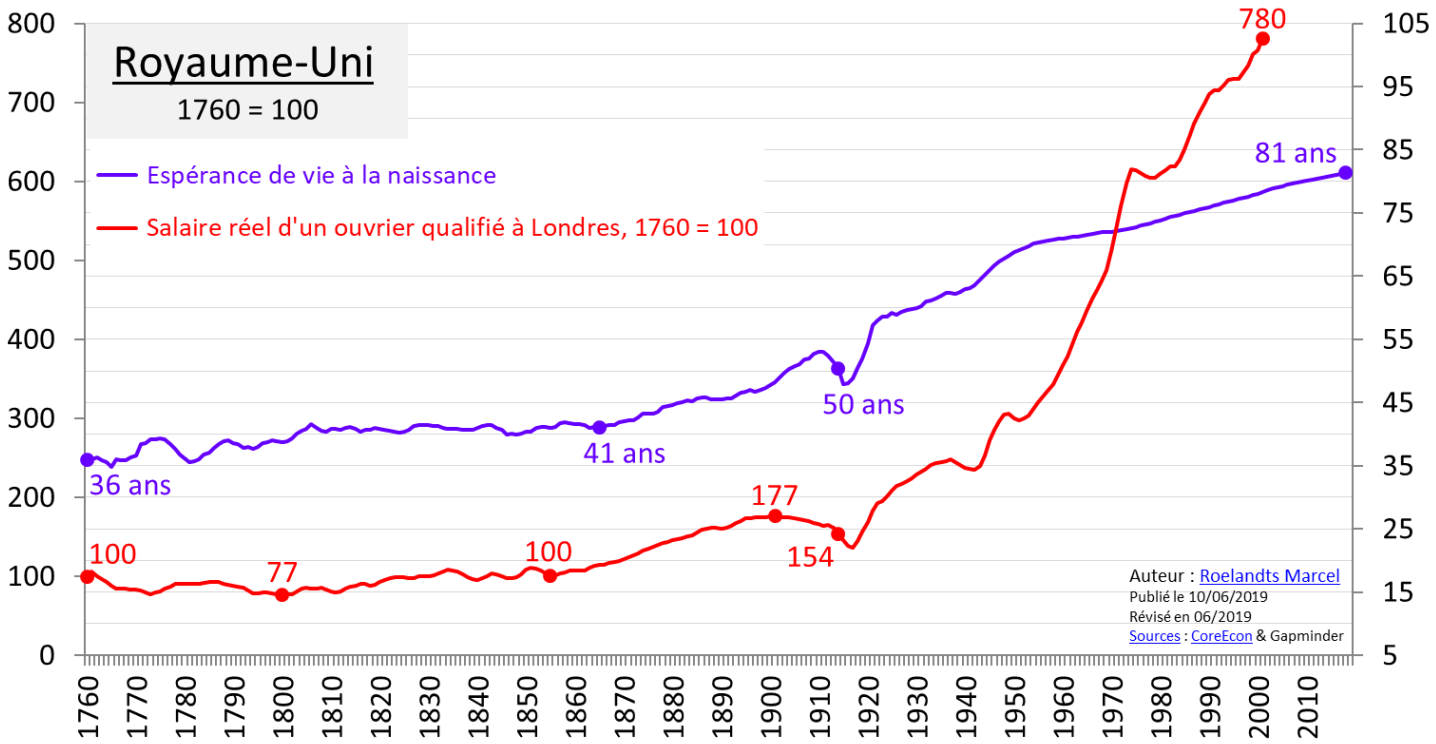
Concernant le travail des enfants, malgré les conquêtes sociales de la seconde moitié du XIX^{e} siècle, il est encore très répandu. Sa réduction ne sera significative qu'à la fin du XIX^{e} siècle *« au moment où progressait l'enseignement primaire rendu obligatoire dans tous les pays »* nous apprend Paul Bairoch (1997, tome 1, p.616-617). Ainsi, si le *Factory Act* de 1833 a bien interdit l'emploi d'enfants de moins de 9 ans et limité le temps de travail à 8 et 12 heures pour les 9 à 14 ans et 14 à 18 ans *« Cette législation resta cependant très timide »* et *« ne s'applique qu'à l'industrie textile »* précise-t-il encore. Et de citer aussi le cas des charbonnages belges en 1880 où près d'un cinquième des mineurs de fond sont des enfants de moins de 16 ans ! Aux Etats-Unis, ce n'est qu'en 1914 que de premières mesures sont prises pour limiter le travail des enfants et il faudra attendre le New Deal de Roosevelt pour qu'une loi efficace soit votée en 1933 !

Quant aux filets sociaux, aux mesures de sécurité sociale et aux régimes de retraites, les premières concessions sont timides et ne surviennent qu'à la fin de cette période. Restent les droits légaux arrachés de haute lutte, mais dont les dispositions pratiques sont peu suivies dans les faits car il n'existe pas encore de véritable inspection du travail accompagnée de contraintes légales effectives. Ainsi le *Factory Act* anglais de 1833 ne prévoyait qu'un corps de quatre inspecteurs chargés du contrôle de son application !

Ces conditions de vie et de travail déplorables vont fortement impacter sur l'espérance de vie à la naissance qui offre un autre regard sur les conditions socio-économiques et sanitaires d'une population à un moment donné

(Graphique 2.6). Elle évolue très faiblement durant le premier siècle de capitalisme sauvage (de 36 à 41 ans de 1760 à 1865) et ne progresse que d'une dizaine d'années ensuite jusqu'à la première guerre mondiale. Notons cependant que l'évolution restituée ici est celle d'une population moyenne toutes classes sociales confondues, or, l'espérance de vie d'un ouvrier est bien évidemment inférieure ! Ainsi, dans les villes ouvrières par excellence de la révolution industrielle anglaise que sont Liverpool et Manchester, elle est respectivement de 25 et 29 ans seulement en 1860 (Szreter & Mooney, 1998) alors qu'elle atteint déjà 41 ans pour la population anglaise moyenne ! De même, l'espérance de vie d'un ouvrier en France en 1913 est de plus ou moins 35 ans à peine alors que sa population moyenne atteint déjà 53 ans (Leridon, 2012). On mesure là, non seulement le caractère misérable des conditions de vie et de travail des ouvriers durant ce premier siècle et demi d'existence du capitalisme, mais d'une vie très raccourcie du fait même de ces conditions !

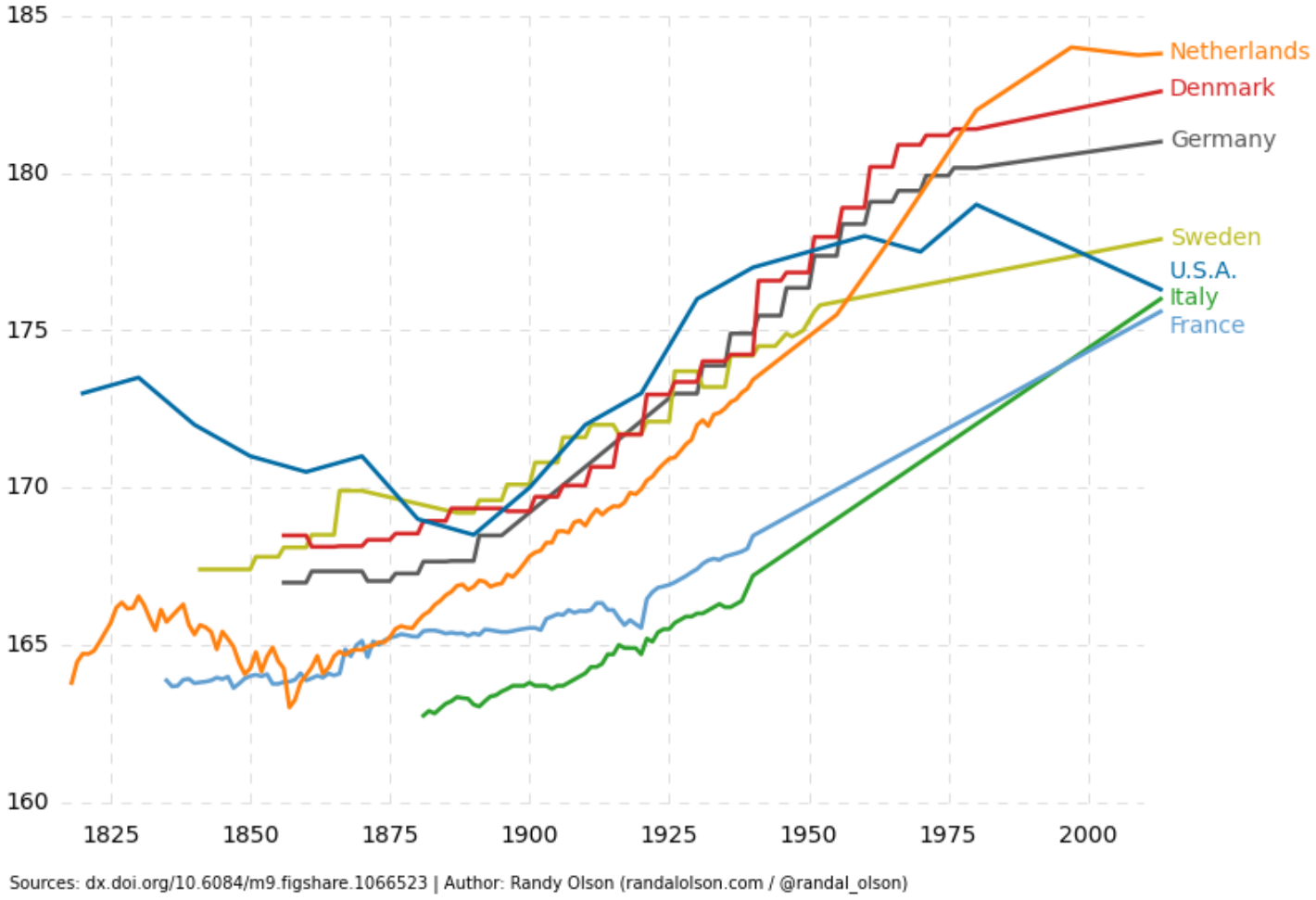
Graphique 2.6 : Espérance de vie à la naissance et salaire réel



Cet état d'indigence endémique du monde ouvrier va sensiblement changer après les explosions révolutionnaires consécutives à la première guerre mondiale, et plus radicalement encore après la seconde compte-tenu de la croissance beaucoup plus rapide des salaires réels et de la diminution du temps de travail. Ainsi, si l'espérance de vie s'élève de 14 ans seulement en 154 ans (1760-1914), elle va croître du double en moins de temps : plus 31 ans en 104 ans (1914-2018).

Cette évolution pluriséculaire se vérifie à nouveau si l'on observe les variations de la taille humaine. Ainsi, la taille médiane des hommes régresse en général, ou reste stable, durant le premier siècle de capitalisme sauvage. Elle ne s'accroît légèrement qu'à partir du dernier quart du XIX[e] siècle et ce n'est qu'au XX[e] qu'elle s'élève sensiblement (Graphique 2.7).

Graphique 2.7 : Taille médiane des hommes dans divers pays, 1820-2013 [16]



Enfin, signe évident de l'état encore très misérable des salariés malgré les quelques améliorations arrachées de haute lutte à partir du dernier tiers du XIX[e] siècle, c'est leur émigration de plus en plus massive d'Europe vers des cieux supposés plus cléments, surtout entre 1881 et la première guerre mondiale, c'est-à-dire durant la période supposée être la moins pire pour la classe ouvrière. Pour mesurer son importance, tournons-nous vers les évaluations des historiens de l'économie : un million d'européens ont émigré outre-mer entre 1500 et 1800, un autre million entre 1801 et 1850, mais 41 millions entre 1851 et 1915 dont les huit dixièmes, soit 33 millions durant les

[16] Olson, R. S. (2014). '[Why the Dutch are so tall ?]'

trois décennies précédant la première guerre mondiale (Bairoch, 1997, tome 2, p.169-185). Qui, où, pourquoi et sont-ils restés ou revenus ?

Ce sont essentiellement des anglais + irlandais (40 %), des italiens (16 %) et des allemands (14 %) qui ont fui leur pays pour aller principalement vers les Etats-Unis (70 %), l'Argentine (10 %), l'Australie, le Canada et le Brésil (6 % chacun). A l'exception des pays d'Amérique du Sud, seul deux millions d'européens sont partis vers ce qui deviendra le futur Tiers-Monde (Afrique et Asie) entre 1800 et 1914. Ces candidats à l'émigration sont bien évidemment attirés par des perspectives de vie meilleures à l'étranger, mais ils y ont le plus souvent été contraints par leurs conditions misérables dans leur pays d'origine. Et si ce fut une réussite pour certains, pour beaucoup d'autres, ce fut loin d'être l'eldorado car la majorité d'entre eux occupent des emplois peu qualifiés dans les pays d'arrivées et une partie non négligeables sont revenus, de l'ordre de 40 à 45 %, faute d'avoir pu améliorer leur quotidien. Nous sommes donc là très loin de l'image d'Epinal de l'Oncle d'Amériques ayant fait fortune !

Des témoignages accablants

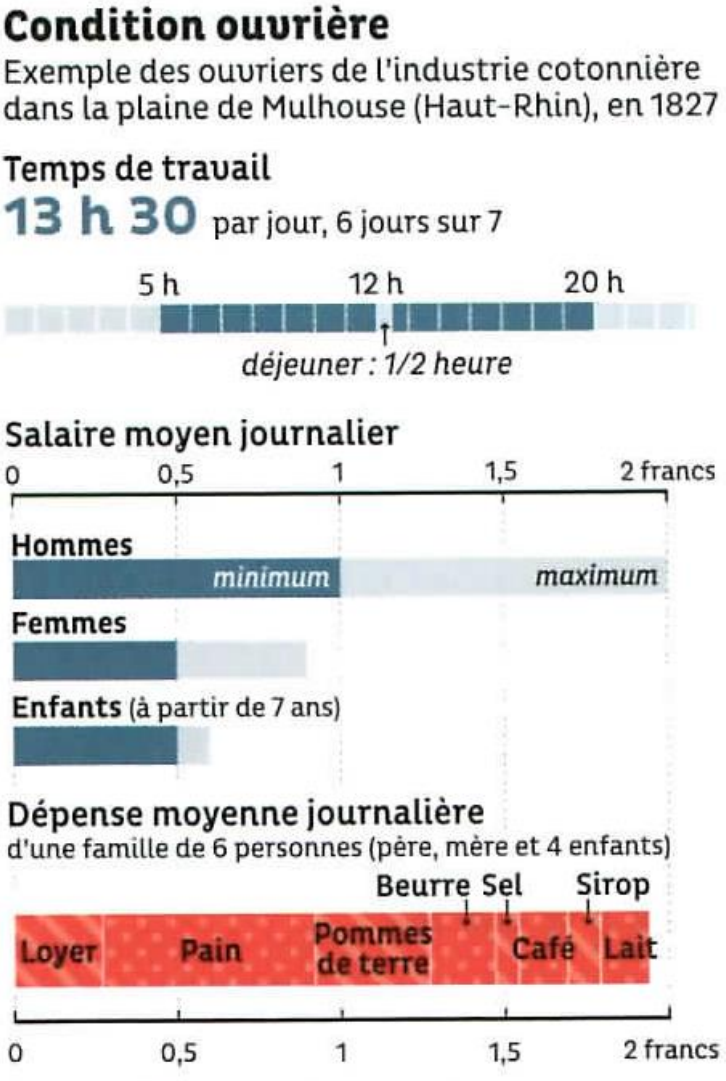
Document n°1, extrait du rapport parlementaire de 1840 pour la France du Docteur Louis Villermé :

« Il faut voir arriver ces ouvriers chaque matin en ville et partir chaque soir. Il y a parmi eux, une multitude de femmes pâles, maigres, marchant pieds nus au milieu de la boue et un nombre encore plus considérable de jeunes enfants. Ils portent à la main ou cachent sous leur veste le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à l'heure de leur rentrée à la maison. Ainsi, à la fatigue d'une journée déjà démesurément longue, puisqu'elle est au moins de quinze heures, s'ajoute ces allers et retours si fréquents. Le soir, ils arrivent chez eux accablés et en sortent le lendemain avant d'être complètement reposés. Ce n'est plus là un travail, c'est une torture ; et on l'inflige à des enfants de six à huit ans. Pour éviter de parcourir deux fois chaque jour un chemin aussi long, ils s'entassent dans des chambres petites, malsaines mais situées à proximité de leur travail. J'ai vu de ces misérables logements, où deux familles couchaient chacune dans un coin, sur de la paille jetée sur le carreau… »

Document n°2, lettre du patronat lyonnais adressée au préfet de la région en 1848 à la suite d'une longue lutte sociale qui est parvenue à limiter la journée de travail de 16 à 14 heures dans les entreprises locales :

« Nous attirons votre attention sur les graves conséquences qu'auraient à subir nos industries si la loi venait à être appliquée. Vous le savez, la main d'œuvre, ici, est exigeante et hors de prix. Avec seize heures nous tenions à peine. Quatorze heures précipiteraient les faillites. Nous attirons d'autre part votre attention sur le fait que, libérée plus tôt de son labeur, la main d'œuvre n'y gagnerait pas en sommeil et en repos. Elle s'empresserait de rejoindre le café ou le débit de boisson et il y aurait fort à craindre pour les jeunes filles qui, libres et désœuvrées trop tôt le soir, risqueraient de se livrer à des actes que la morale réprouve ».

Document n°3, temps de travail, salaire journalier et dépenses journalières pour une famille ouvrière dans l'industrie cotonnière à Mulhouse en 1827 :



Source : L. R. Villermé , *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Renouard et C^ie^, 1840.

Annexes sur les données et la méthodologie

Les valeurs en grisé sont celles qui ont été reprises dans le texte et sur les graphiques								
	Espérance de vie	**PIB/ hab.**	**Productivité**	**Salaire réel**	**Taux de plus-value**	**Temps annuel de travail**	**Taux de chômage**	**Pop monde < 0,9 $ / jour**
	Ans	Indice	Indice	Indice	Indice	Heures	%	%
Lissé→	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	-	5 ans	-
1760	36,0	100	100	100	100	2668	3,6	-
1800	38,7	120	119	77	155	3446	4,8	87
1827	41,3	126	136	98	139	3472	7,3	86
1830	41,5	128	140	100	140	3475	7,8	86
1842	41,5	137	160	100	159	3392	10	84
1855	41,0	148	187	100	186	3305	4,3	82
1865	41,0	172	208	114	182	3241	3,6	79
1870	42,1	183	230	121	189	3183	3,8	78
1873	42,6	193	243	129	188	3037	2,8	78
1901	48,2	255	312	177	177	2950	4,6	69
1913	51,3	282	339	161	210	2908	3,3	64
1914	50,3	283	344	154	223	2899	2,4	64
1917	48,8	311	350	136	258	2893	1,1	65
1918	50,5	313	339	145	234	2890	1,3	66
1919	52	280	329	156	211	2618	3,4	66
1945	66,0	405	418	273	153	2315	0,9	62
1974	72,6	681	873	616	142	1845	4,3	50
1975	72,8	691	886	614	144	1814	4,6	50
2001	78,3	1238	1482	780	190	1696	5,3	26
2015	80,9	1473	1636	-	-	1669	6,0	12
2016	81,0	-	-	-	-	1668	5,5	11
2018	81,3	-	-	-	-	-	-	11

Sources des données pour nos graphiques

Les données sur le **PIB par habitant**, la **productivité du travail par travailleur** et le **salaire réel** (cf. infra pour plus de détails) proviennent du projet Core (il faut s'inscrire sur ce site pour accéder au fichier de données Unit-2-data-file-for-charts.xlsx). Celles sur **l'espérance de vie à la naissance** sont issues de la version 7 de la base de données Gapminder. Le **taux de plus-value en GB** a été calculé classiquement en ramenant la productivité sur le salaire réel (cf. infra pour plus de détails). Le **temps annuel de travail**, le **taux de chômage**, le **taux de syndicalisation** et le **nombre de conflits sociaux** en Grande-Bretagne ont été pris dans la base de données historiques de la Banque d'Angleterre. Le **niveau d'industrialisation dans le monde, les pays développés et le Tiers-Monde** sont tirés des travaux de Paul Bairoch (tome III p.860, 1997). La **distribution des revenus dans le monde** ainsi que le **nombre d'habitants vivants en deçà du seuil de pauvreté absolue** sont issus de Our World in Data (aussi disponibles dans la base de données Gapminder déjà citée).

Présentation des données

Afin de mieux faire apparaître les véritables tendances, au-delà des variations purement conjoncturelles, nous avons lissé la plupart des données sur cinq années, c'est-à-dire que chaque valeur annuelle est remplacée par la moyenne de celle-ci et des deux autres qui l'encadrent.
Afin de mieux pouvoir comparer leurs évolutions respectives, nous avons alors transformé nos données en indices débutant à une date donnée, 1760 en général.
Enfin, dans le même ordre d'idée, certains graphiques sont présentés selon une échelle logarithmique et non arithmétique afin de mieux percevoir les taux de croissance respectifs des indicateurs, car, dans ce cas, la pente de la courbe nous donne son taux de croissance.

Remarques sur le choix de la série sur l'évolution du salaire réel

Parmi les diverses estimations de l'évolution des salaires réels, nous avons retenu la plus récente et la plus cohérente. C'est aussi celle qui fait le plus consensus. Elle a été établie par l'un des meilleurs historiens de l'économie à l'heure actuelle : Robert C. Allen. Elle s'appuie sur les estimations qui étaient déjà considérées comme étant les meilleures (celles de Charles H. Feinstein et Cregory Clark), tout en les améliorant. Elle permet d'écarter avec certitude une

estimation sensiblement divergente élaborée par Peter Lindert et Jeffrey Williamson qui est entachée d'erreurs et très orientée idéologiquement. De plus, élément non négligeable, elle est aussi corroborée par d'autres sources et méthodes comme les évolutions de la taille moyenne de la population (cf. graphique ci-dessous) ou l'espérance de vie à la naissance (cf. graphique supra). En effet, les données de taille épousent la même évolution que celle des salaires réels de R.C.Allen. Il en va de même pour l'espérance de vie qui suggère aussi une dégradation des conditions de vie durant le premier siècle de la révolution industriel pour s'améliorer ensuite à partir de 1860. Les espérances de vie en 1860 dans les deux foyers de la révolution industrielle qu'étaient les villes de Liverpool et Manchester, respectivement de 25 et 30 ans, indiquent à suffisance la dégradation subie par la classe ouvrière au cours de ce premier siècle de révolution industrielle (cf. graphique ci-dessous).

Le calcul du taux de plus-value en GB

Le taux de plus-value a été calculé comme suit : partant de sa formulation classique, plus-value / salaires ou (PIN - salaires) / salaires, nous avons divisé chacun des termes de cette dernière expression par les salaires, ce qui donne (PIN / salaires) – 1. En divisant à nouveau le numérateur et le dénominateur par le nombre de salariés, l'on peut alors faire apparaître les deux déterminants du taux de plus-value : la productivité du travail au numérateur et le salaire réel au dénominateur : [(PIN / salariés) / (salaires / salariés)] – 1, autrement dit : le taux de plus-value = (productivité / salaire réel) – 1. Son évolution dépend donc du rapport respectif entre les variations de la productivité du travail et du salaire réel : si la productivité du travail augmente plus rapidement que le salaire réel, le taux de plus-value augmente et inversement. Cette approche permet de faire apparaître les deux déterminants essentiels du taux de plus-value et d'échapper aux délicats choix comptables posés par le calcul du PIB et des salaires sur longue période en s'appuyant sur deux séries statistiques très solides qui font quasi-consensus parmi les historiens de l'économie. Marx avait bien compris toute l'importance de ce rapport relatif entre la productivité croissante du travail et l'augmentation des salaires réels puisqu'il décèlera dans leur écart croissant l'une des causes possibles des crises de surproduction : *« une surproduction qui provient justement du fait que la masse du peuple ne peut jamais consommer davantage que la quantité moyenne des biens de première nécessité, que sa consommation n'augmente donc pas au rythme de l'augmentation de la productivité du travail »* [17].

[17] Ed. Sociales, Marx, *Théories sur la Plus-Value*, tome II : 560.

Liste des graphiques (G), tableaux (T) et cartes (C)

G 1.1 : Taux de plus-value (1760=100), GB, 1760-2001

G 2.1 : Salaire réel (1760 = 100) et temps annuel de travail
G 2.2 : Taux de chômage, GB 1760-1854, UK 1855-2016
G 2.3 : Indice de Gini du revenu disponible par tête au Royaume-Uni
G 2.4 : Part des salaires, profits et rente foncière, GB, 1770-1913, prix constants 1850
G 2.5 : Taux de profit réel (1770-1913) et nominal (1800-1860), GB
G 2.6 : Espérance de vie à la naissance et salaire réel
G 2.7 : Taille médiane des hommes dans divers pays, 1820-2013

G 3.1 : Niveau d'industrialisation par habitant, RU 1900 = 100
G 3.2 : Population mondiale et colonisée
G 3.3 : Répartition du Produit Mondial de 1820 à 2012
T 3.4 : Balance commerciale anglaise avec l'Inde
G 3.5 : Répartition de la production industrielle mondiale
G 3.6 : Enfants vivants à 5 ans et naissances par femme, 1965

G 4.1 : Taux de syndicalisation de 1880 à 1993
G 4.2 : Taux de syndicalisation dans plusieurs pays de l'OCDE
G 4.3 : Taux de plus-value, de chômage, de syndicalisation et nombre de conflits sociaux
G 4.4 : Conflits sociaux : Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse, Suède
C 4.5 : Insurrections européennes après la première guerre mondiale
G 4.6 : Part des dépenses publiques en soin de santé dans le PIB
G 4.7 : Taux de profit au Royaume Uni, 1855-2008
G 4.8 : Part de la richesse détenue par le 1 % les plus riches
G 4.9 : Part du total des revenus détenus par les 1 % les plus riches, 26 pays, 1870-2010
G 4.10 : Royaume-Uni, taux de syndicalisation et part des très riches (1900-2010)
G 4.11 : Taux de profit au Royaume-Uni, 1770-2008
G 4.12 : Grèves et inégalités économiques, USA, 1947-2017

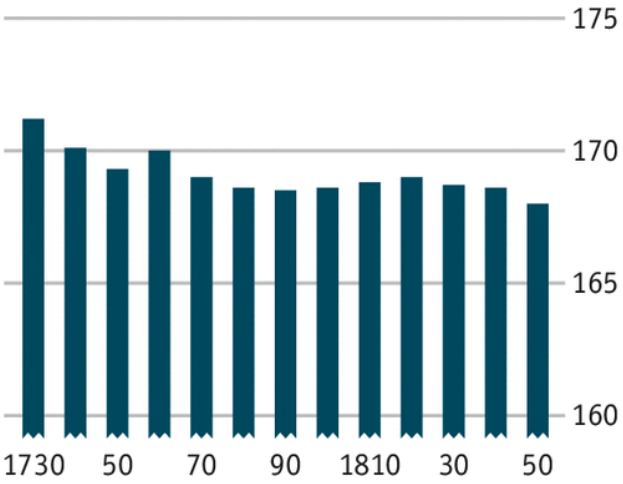
G 5.1 : Part des recettes de l'Etat dans le PIB des Etats-Unis
G 5.2 : Part des recettes fiscales de l'Etat dans le PIB de la GB
G 5.3 : Prélèvements obligatoires dans le PIB marchand de la France
G 5.4 : PIB par habitant, salaire réel, productivité, taux de plus-value et temps de travail
G 5.5 : Taux de chômage, salaire réel, productivité, taux de plus-value et temps de travail
G 5.6 : Taux de chômage en Europe et en France
G 5.7 : Conflits sociaux dans le monde
G 5.8 : France : part salariale et taux de chômage

G 6.1 : Emplois manufacturiers
G 6.2 : PIB par habitant de divers pays émergents
G 6.3 : Part du PIB dans le PIB mondial (en PPA)
G 6.4 : Enfants vivants à 5 ans et naissances par femme, 2017

Quelques graphiques complémentaires

Mean height of English soldiers

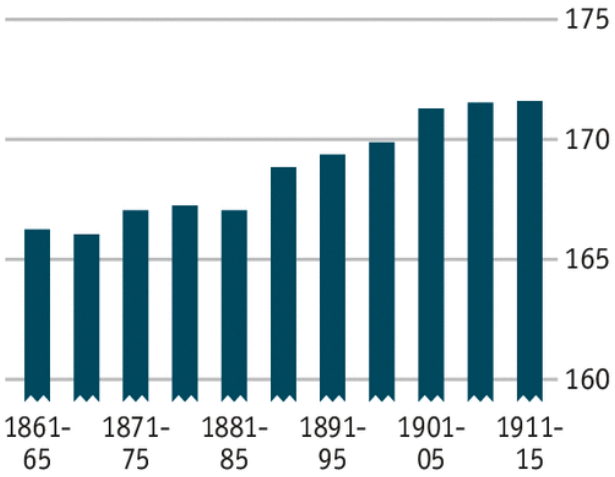
Aged 20-23 years old, cm



Source: Komlos, 1998

Mean height of men

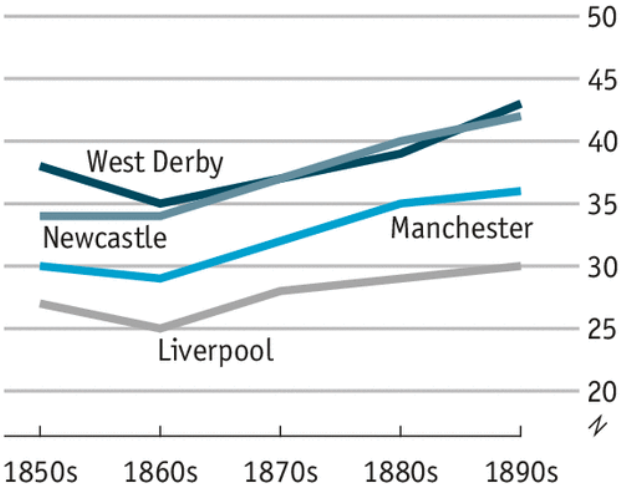
By birth cohorts, cm



Source: Hatton & Bray, 2010

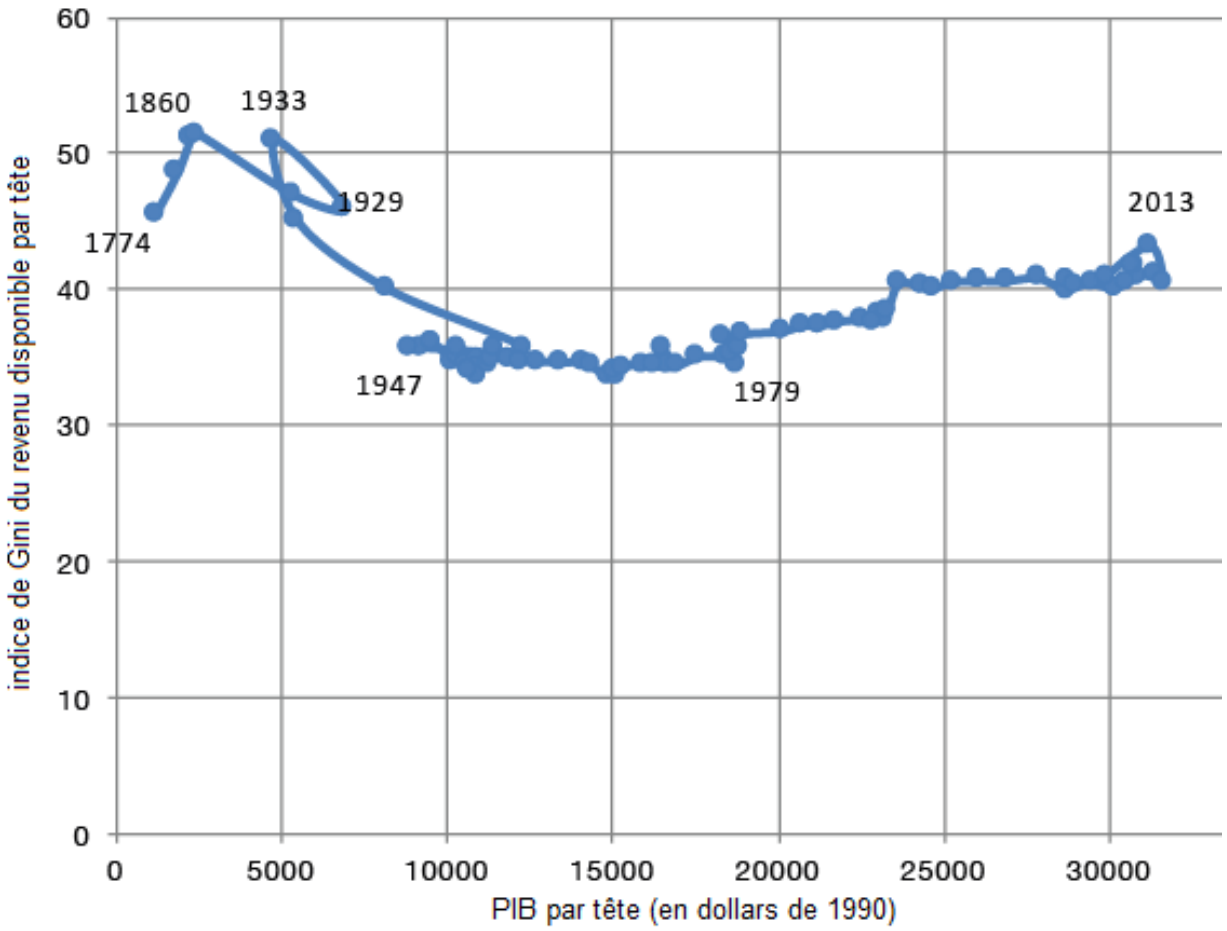
Life expectancy at birth

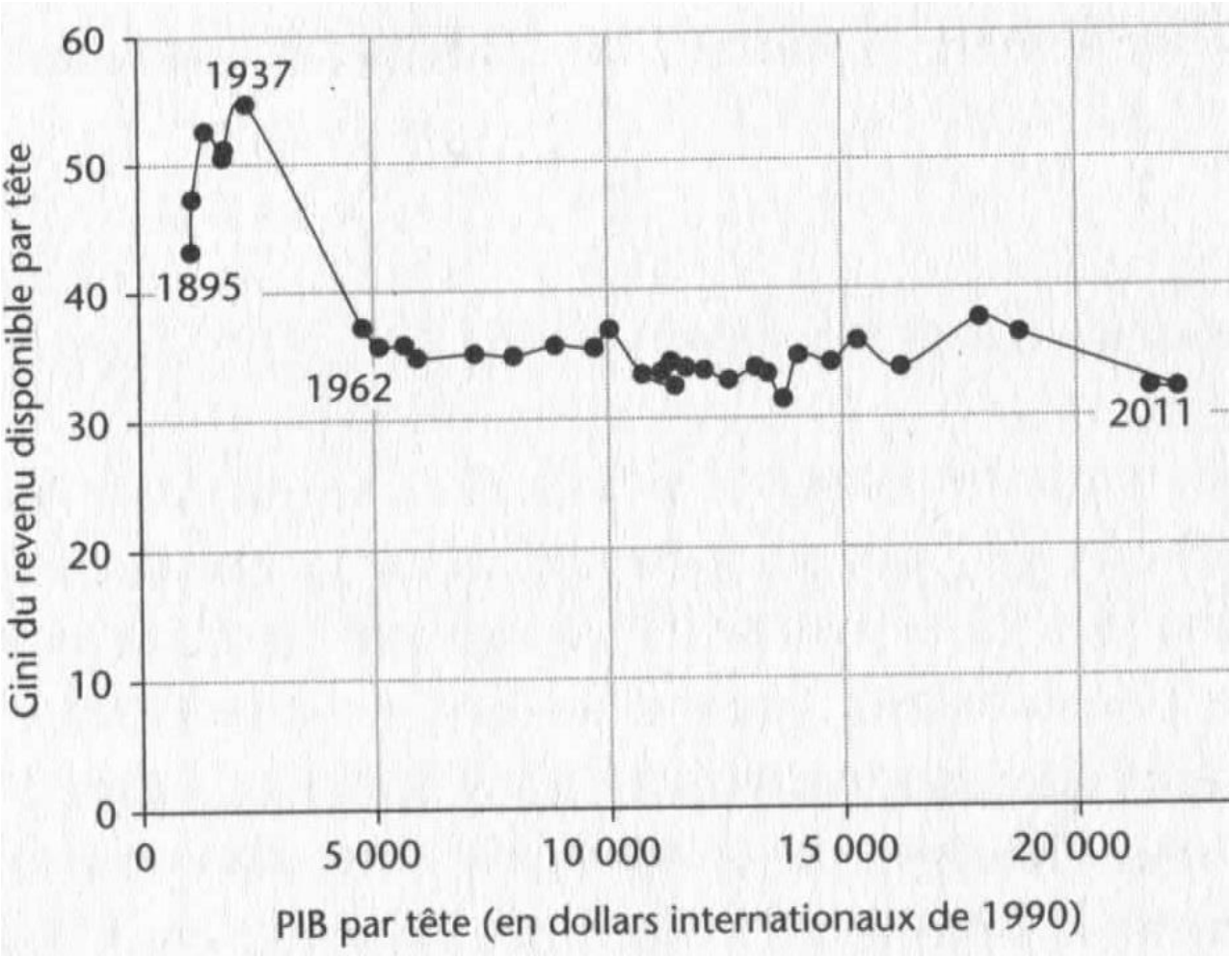
Cities in England, years

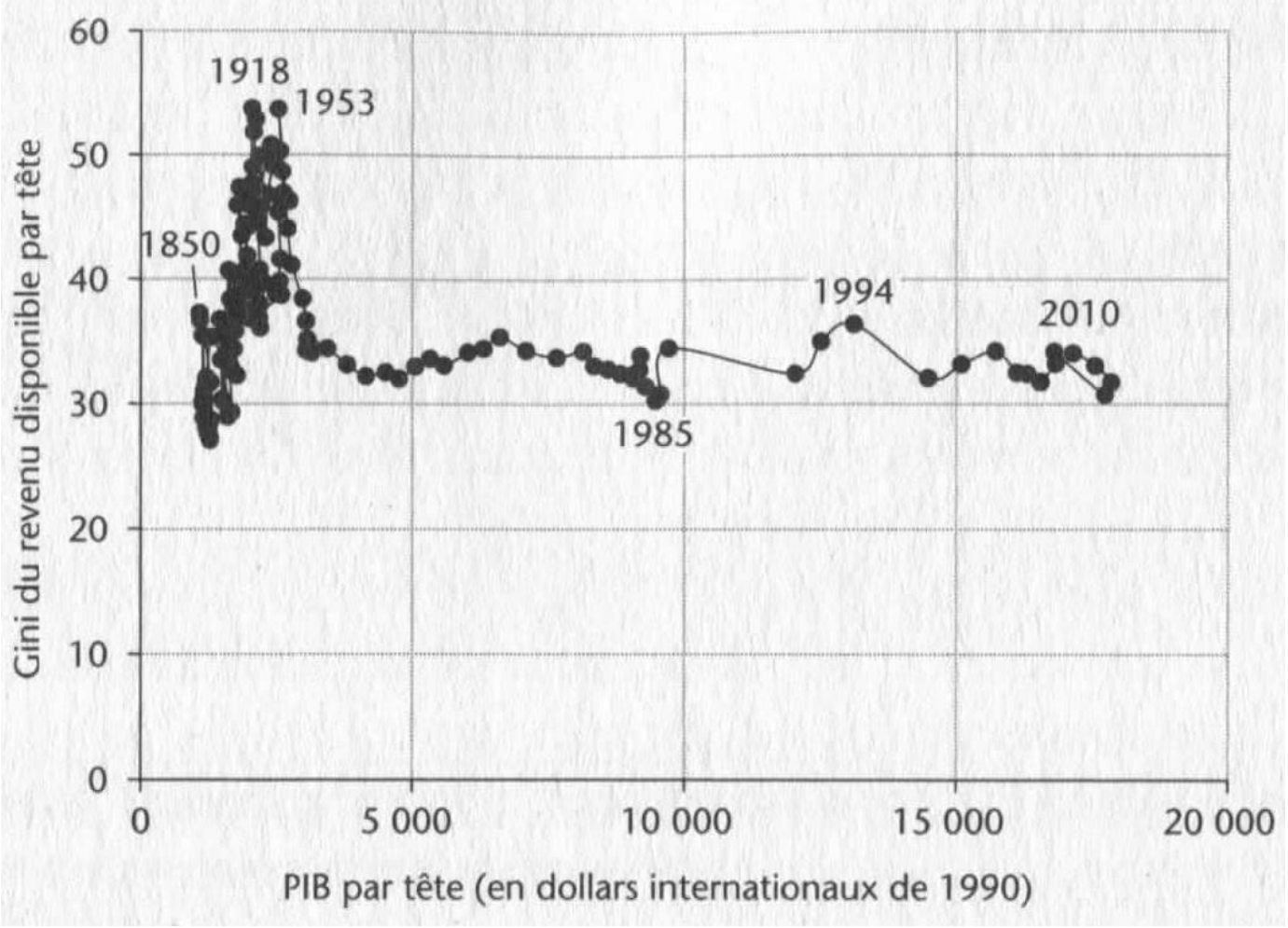


Source: Szreter and Mooney, 1998

Indices de Gini pour les Etats-Unis, le Japon et l'Espagne






60
50
40
30
20
10
0
1918
1953
1850
1994
2010
1985
Gini du revenu disponible par tête
0
5 000
10 000
15 000
20 000
PIB par tête (en dollars internationaux de 1990)

Bibliographie

ALLEN, R. C. (2007). 'Pessimism Preserved: Real Wages in the British Industrial Revolution'. Oxford University Department of Economics Working Paper 314.

ALLEN, R. C. (2009). The British Industrial Revolution in Global Perspective, Cambridge University Press, 2009.

ALLEN, R. C. (2014). Introduction à l'histoire économique mondiale. La Découverte.

BAIROCH, P. (1991). Victoires et déboires. Ed. Folio.

BATOU, J. (1990). Cent ans de résistance au sous-développement : l'industrialisation de l'Amérique latine et du Moyen-Orient face au défi européen, 1770-1870, Centre d'd'histoire économique internationale de l'université de Genève.

CASTEL, O. (1198). Histoire des faits économiques, Sirey.

CHALMIN, P. (2019). Une brève histoire économique d'un long XX^{e} siècle, Ed. F. Bourin.

CHEVET, J. M. (1996). 'Quelle 'révolution agricole' en Angleterre ?'. Histoire et Mesure XI-3/4, pp. 389-410.

CLARK, G. (2005). 'The condition of the working class in England, 1209–2004'. Journal of Political Economy, 113(6), pp. 1307-1340.

FEINSTEIN, C. H. (1998). 'Pessimism perpetuated: real wages and the standard of living in Britain during and after the Industrial Revolution'. Journal of Economic History, 58, pp. 625-658.

GREY, A. (2018). Dans l'atelier du monde. Les luttes de la classe ouvrière britannique 1780-1914. Ed. Les Bons Caractères.

HATTON, T & BRAY, B. (2010), 'Long run trends in the heights of European men, 19th-20th centuries', Economics and Human Biology, vol. 8, no. 3, pp. 405-413.

HECKER, R. Marx's Critique of Capitalism during the World Economic Crisis of 1857. Texte et presentation.

HUSSON, M. (2009). 'La France au travail'. Ed. L'Atelier-IRES.

HUSSON, M. (2019). '35 heures : retour vers le futur'. A l'encontre, 8-03-2019.

KOMLOS, J. (1998). 'Shrinking in a Growing Economy? The Mystery of Physical Stature during the Industrial Revolution', Journal of Economic History, 58, pp. 779-802.

LERIDON, H. (2012). 'La prévention dans la transition épidémiologique'. Collège de France.

MADDISON, A. (2001). L'économie mondiale, une perspective millénaire. OCDE.

MILANOVIC, B. (2019). Inégalités mondiales. La Découverte.

MARX & ENGELS : les références sont reprises dans les notes de bas de page.

OLSON, R. S. (2014). 'Why the Dutch are so tall ?'.

PERRY, L. J., WILSON, P. J. (2004). 'Trends in work stoppages : A global perspective'. International Labour Office, Working Paper No. 47, Geneva

PIEL, J. (1989). Esquise d'une histoire comparée des développements dans le monde jusque vers 1850. Ed. de l'Espace Européen.

ROELANDTS, M. (2010). Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme. Ed. Contradictions n°132.

ROSLING, H. (2019). Factfulness. Ed. Flammarion.

STERNBERG, F. (1951). Le conflit du siècle. Ed. du Seuil, 1958.

SZRETER, S., & MOONEY, G. (1998). 'Urbanization, mortality, and the standard of living debate: new estimates of the expectation of life at birth in nineteenth-century British cities'. The Economic History Review, 51(1), pp. 84-112.